



MA VISION POUR LE CANADA:

Les grands discours d'Andrew Scheer

POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DÉFENSE :
UN CANADA PLUS FORT DANS UN MONDE TURBULENT





MA VISION POUR LE CANADA:

Les grands discours d'Andrew Scheer

Le Canada devrait être un pays où aucune ambition n'est trop grande et aucun rêve inatteignable.

Nous devrions être un vecteur de paix et de liberté sur la scène internationale, un protecteur discipliné et compatissant de finances publiques ici au pays, une terre d'accueil pour tous ceux persécutés et affligés dans le monde, un fier champion des technologies vertes et un modèle de transparence et de responsabilité à tous les niveaux de gouvernement.

Je souhaite être le prochain premier ministre du Canada.

Voici Ma vision pour le Canada.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Andrew Scheer'.

ANDREW SCHEER
Chef des conservateurs du Canada

Merci beaucoup de cette présentation et surtout de votre invitation à cette prestigieuse tribune.

Depuis bientôt 35 ans, le Conseil des relations internationales de Montréal contribue à faire rayonner le caractère unique de cette grande ville cosmopolite et de notre immense pays dans le monde entier.

Pour tous ceux et celles qui s'intéressent chez nous aux grands mouvements qui redessinent notre monde, je ne doute pas que c'est aussi un instrument précieux d'information, de réflexion et d'analyse.

Et un lieu de rencontre sympathique, semble-t-il.

Je remercie donc chaleureusement les organisateurs de cette rencontre de me fournir la possibilité de formuler certaines considérations sur la politique étrangère qui guidera le parti que je dirige au cours des prochaines années.

Mesdames et Messieurs,

En relativement peu de temps, le monde est devenu un endroit très différent.

Peu après que Justin Trudeau est devenu premier ministre en 2015, il a affirmé que « le Canada est de retour ». Ces propos ont été largement et justement critiqués à ce moment. Nos Forces armées avaient passé dix ans en Afghanistan et, au moment où il prononçait ces mots, nous nous battions contre des terroristes et des génocides en Irak et en Syrie.

Le Canada s'est taillé la réputation de solide défenseur de l'humanité, confrontant vaillamment l'injustice et la tyrannie et faisant la promotion des droits de la personne, de la démocratie, de la liberté et de la primauté du droit.

Le Canada n'était en fait allé nulle part.

La profonde arrogance des propos de M. Trudeau laissent présager la façon dont le nouveau premier ministre mènerait les affaires étrangères du Canada : le style avant la substance.

Il démontrait une incompréhension et un manque de sérieux fondamentaux de l'importance des fonctions auxquelles il avait été élu.

Être un bon allié et contribuer sur la scène mondiale exigent plus que de beaux mots. Nos alliés comme nos adversaires respectent la force et l'assurance.

Ce gouvernement a commis de nombreuses erreurs graves, presque toujours attribuables au manque de jugement de M. Trudeau.

Pendant les négociations sur le Partenariat transpacifique, il ne s'est même pas présenté à une rencontre très importante. Les observateurs ont alors dit que « les Japonais étaient furieux de ce qu'ils considéraient comme une trahison de dernière minute par le premier ministre Trudeau. »

Ce n'était qu'un prélude à ce qui est maintenant reconnu comme le voyage à l'étranger le plus catastrophique de tout premier ministre canadien.

Nous connaissons tous les détails de son voyage en Inde. Je n'irai donc pas plus loin. Ce que nous savons peut-être moins bien est la gravité des conséquences pour les Canadiens. Le commerce bilatéral avec l'Inde représente environ 9 milliards de dollars par année. Le voyage de Trudeau en Inde nous empêche sérieusement d'aider les Canadiens à bénéficier d'échanges commerciaux accrus.

Comme l'a dit l'ancien ministre libéral Ujjal Dosanjh, « c'est décevant. Les relations entre le Canada et l'Inde auraient pu s'améliorer, mais nous les avons brisées. »

Plus récemment, nous sommes témoins de la façon complètement désordonnée dont ce gouvernement traite la détention arbitraire et totalement infondée par la Chine de deux Canadiens, et de ses mesures commerciales totalement injustifiées contre les agriculteurs canadiens.

Quand Justin Trudeau était candidat, il a fait état de son « admiration » pour la « dictature de base de la Chine ». Ainsi, il a détourné le Canada de nos alliés démocratiques traditionnels, dans l'espoir naïf qu'un pays communiste ayant des valeurs incompatibles soudainement un proche allié. Ça n'a pas marché.

Il continue à tenter d'amadouer la Chine et à ignorer la menace qu'elle pose pour la sécurité du Canada.

Aujourd'hui, le Canada n'a pas d'ambassadeur à Beijing. L'ambassadeur précédent, un partisan libéral, a été congédié pour conduite grave. Et le gouvernement n'a toujours pas de plan pour faire revenir ces Canadiens au pays et contrer les tactiques d'intimidation de la Chine.

Plus près de chez nous, les Canadiens ont dû accepter une mauvaise entente sur l'ALENA après que négociateurs l'équipe de négociateurs de ce gouvernement a transformé des négociations commerciales importantes en un défilé de séances de photos, de clips sonores et, dans certains cas, de fuites orchestrées dans les médias.

Pour lui, le monde entier est une scène, et nous ne sommes que de simples figurants dans son spectacle.

L'approche de M. Trudeau face aux États-Unis et à la Chine illustre parfaitement la politique étrangère de ce gouvernement. C'est le symbolisme avant la substance.

Il ne s'agit pas de défendre les valeurs ou les intérêts du Canada. Il s'agit d'utiliser la politique étrangère comme un outil personnel, sans produire réellement de résultats. Le Canada et les Canadiens en souffrent. Les Canadiens paient pour les erreurs du premier ministre et son manque de jugement.

Le Canada réinventera les liens que nous avons avec nos alliés depuis des décennies.

Nous devons le faire afin de cerner et de confronter les menaces pour nos intérêts nationaux et nos valeurs.

Et nous devons affirmer notre souveraineté, compter sur notre propre force, et non pas seulement sur les alliances traditionnelles forgées par le passé.

Au 20^e siècle, le Canada faisait partie d'une alliance mondiale de nations partageant la même vision, qui a défait le fascisme et le communisme. À cette époque, certains voulaient que le Canada fasse partie du mouvement de non-alignement. Cela signifiait ne pas se ranger du côté de la tyrannie, mais aussi ne pas se ranger sans équivoque du côté des forces de la liberté. Certains leaders canadiens éprouvaient une admiration secrète pour des personnages autoritaires comme Fidel Castro ou Mao Tse Toung. Dieu merci, le Canada est resté du côté de la liberté.

Les menaces du 21^e siècle peuvent porter des noms différents, mais nous avons des débats similaires sur la façon de les aborder. Certains préféreraient que le Canada choisisse le non-alignement, et traite les démocraties et les dictatures de la même façon.

Comme premier ministre, je rejeterai fermement cette idée que le Canada pourrait ou devrait être neutre sur les grandes questions de notre époque, ou qu'il refuse de travailler stratégiquement avec nos alliés pour avancer la cause de la liberté, de la démocratie, des droits de la personne et de la primauté du droit.

Les menaces auxquelles nous faisons face aujourd'hui sont très différentes de celles auxquelles nous faisons face au 20^e siècle. La solution nécessite malgré tout de solides partenariats de pays semblables et confiants, déterminés à protéger et à promouvoir nos valeurs.



**Il faut faire plus
que parler pour
être un bon allié
et contribuer sur
la scène mondiale.
Nos alliés comme
nos adversaires
respectent la force
et l'assurance.**



Ces partenariats doivent être élargis pour permettre une coopération accrue et plus étroite avec des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud. La participation du Canada à l'expansion de la sphère de la démocratie et de la coopération entre des démocraties est indispensable.

Nous sommes un pays diversifié, avec de solides liens dans le monde entier. Nous avons toujours inspiré le respect et la confiance et été une nation qui s'engage pour défendre des principes et qui veut faire du monde un endroit meilleur pour tous, pas un pays qui défend ses propres intérêts. Nous n'avons pas le bagage inévitablement lié aux super puissances, nous n'avons pas de passé colonial au-delà de nos frontières, et nous sommes membres de toutes les organisations internationales les plus importantes.

Nous pouvons jouer un rôle de leadership vital pour bâtir la nouvelle infrastructure politique internationale pour la défense de la liberté et des droits de la personne au 21^e siècle.

Au 21^e siècle, certains politiciens veulent que le Canada soit l'arbitre. Je veux que le Canada soit sur la ligne de départ.

Une nouvelle ère de rivalité et de concurrence idéologique est à nos portes.

Il existe des orbites basées sur des valeurs fondamentales.

D'un côté, les démocraties libres de penser et de commercer et, respectueuses des lois chez eux et à l'étranger.

Et de l'autre, il y a les régimes impérialistes, despotes et corrompus qui veulent déstabiliser l'ordre international fondé sur des règles.

Le Canada doit soutenir ceux qui chérissent la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit.

La Russie sous Vladimir Poutine ressemble de plus en plus à l'ancienne Russie impérialiste.

Et la Chine, sous le président Xi Jinping, affirme sa nouvelle influence économique

et géopolitique et renforce sa résolution à dominer le 21^e siècle.

Au milieu des menaces auxquelles nous sommes confrontés, nous devons appeler nos alliés à rester unis autour de nos valeurs communes.

Les États-Unis réévaluent de plus en plus leurs alliances traditionnelles et se désengagent, à un certain degré, du reste du monde. Si des arguments isolationnistes gagnent du terrain aux États-Unis, de telles positions ne font pas obstacle à l'engagement mondial de la Chine et de la Russie.

Nous devons encourager tous nos alliés à rester déterminés et à continuer à travailler ensemble. La division et le désengagement nous rendent tous plus vulnérables.

Si nous demandons à nos partenaires de rester déterminés dans leurs engagements mondiaux, nous devons aussi contribuer à tous les égards. De nombreux libéraux préféreraient que nous réduisions le soutien à nos militaires, que nous dépendions des autres pour assurer notre sécurité.

Ça n'a jamais été la façon de faire du Canada. Depuis plus de cent ans, notre pays est prêt à faire face à la lourde tâche de défendre ses valeurs. Nous l'avons fait à la crête de Vimy, en Afghanistan, et nous devons le faire encore.

IDENTIFIER LA MENACE

J'aimerais maintenant parler un peu plus de certaines des menaces auxquelles nous faisons face.

Bien entendu, il y a de nombreux enjeux internationaux que le Canada doit aborder par la coopération mondiale. Les enjeux comme les changements climatiques ne peuvent pas être réglés par un seul pays. Le Canada doit continuer à travailler avec ses alliés dans le monde entier

et tous ceux qui veulent assumer la lourde responsabilité d'assurer que nous laissons une planète plus propre et plus verte que celle dont nous avons hérité. Je parlerai de tout ça prochainement dans mon discours sur notre plan environnemental. J'ai hâte de le faire, mais je tenais à en parler aujourd'hui dans le contexte des affaires étrangères, parce que c'est un enjeu qui nécessite vraiment une coopération mondiale. Dans le climat géopolitique d'aujourd'hui, il existe de vraies menaces à la place du Canada dans le monde. La montée de la Chine, la réémergence de la mentalité de Guerre froide de la Russie et les États qui exportent le terrorisme et l'extrémisme ne sont que quelques-unes des menaces étrangères pour la sécurité et la prospérité du Canada au 21^e siècle.

Chine

En ce qui a trait à la Chine, les conservateurs célèbrent la contribution des Canadiens chinois dont nombre sont venus ici précisément pour quitter le système politique de leur pays. Nous reconnaissons que le gouvernement chinois ne représente pas son peuple. Et c'est précisément le problème.

Le Canada devrait s'engager avec le gouvernement chinois, en gardant à l'esprit que nos valeurs et nos intérêts sont à bien des égards incompatibles avec ceux du gouvernement chinois et en les défendant.

Depuis des décennies, plusieurs Canadiens ont vu la Chine comme une occasion de diversifier nos marchés d'exportation. Cependant, depuis quelques années, il est clair que l'approche de confrontation de la Chine envers le Canada et le monde occidental démocratique a changé cette vision. C'est profondément décevant, surtout quand on pense qu'il y a seulement vingt ans, il y avait un immense espoir et un optimisme

que la Chine était prête à se joindre à l'ordre international fondé sur des règles.

Malheureusement, au cours de la dernière année, les Canadiens en particulier ont vu comment fonctionne la justice en Chine. L'affaire de l'extradition de Meng Wanzhou cause beaucoup de dommages, mais est aussi très révélatrice. Après la détention arbitraire des Canadiens Michael Kovrig et Michael Spavor, nous ne devrions plus nous faire d'illusions sur l'attitude de la Chine envers la primauté du droit.

Nous le savons depuis un certain temps, mais pendant de nombreuses années, nous avons fermé les yeux alors que l'attrait du marché chinois était trop grand pour que nous l'ignorions. Cependant, tant que la Chine tiendra nos exportations en otage, et violera les droits de la personne, nous n'avons pas d'autre choix que de nous tourner vers d'autres partenaires commerciaux.

Heureusement, nous avons des alternatives : des démocraties de la région indopacifique, par exemple, dont certaines ont désespérément besoin d'un accès plus sûr à l'énergie, sont des partenaires économiques et politiques idéaux pour le Canada.

Nous pouvons aussi nous tourner vers une communauté de démocraties libres en Europe, dans la région indopacifique et partout ailleurs, unies pour contrer les forces de l'autoritarisme. Le leadership canadien doit bâtir cette communauté. Ça devrait être notre but. Ça aura des conséquences profondes sur l'histoire mondiale.

De toute manière, les relations du Canada avec la Chine doivent être complètement redéfinies. Et rien ne pourra être fait sans cela.

Russie / Iran

Bien que la Chine soit une source principale, et certainement la plus forte, de valeurs autoritaires, la Russie est aussi une très grave menace.

On ne peut pas laisser Vladimir Poutine agir en toute impunité avec son aventurisme militaire. Alors qu'aujourd'hui il occupe l'Ukraine, demain il pourrait occuper l'Arctique canadien.

Il n'y a pas qu'en Ukraine que Vladimir Poutine reprend l'attitude de la Guerre froide de la Russie. La Russie soutient l'Iran. Ensemble, ils sont les principales sources de trouble et de désespoir au Moyen-Orient. Poutine a été franc quand il a décidé de défendre Bachar el-Assad en Syrie. Avec Poutine, le régime iranien doit être tenu responsable de son parrainage du terrorisme et de la menace constante qu'il pose pour son propre peuple, ses voisins et Israël, le plus grand ami du Canada au Moyen-Orient.

Je suis très motivé par le courage de la population iranienne, qui démontre une volonté de confronter son propre gouvernement. Le Canada doit tout mettre en œuvre pour assurer que la population iranienne bénéficiera bientôt des mêmes libertés que nous et qu'elle pourra débarrasser le monde du mal représenté par son gouvernement.

Israël

Pour défendre le pluralisme et la démocratie, le Canada doit renouveler son soutien à Israël et à son droit inhérent de se défendre. Des groupes terroristes comme le Hamas et le Hezbollah ne recherchent nullement la paix. Depuis leur mise en place, les leaders du Hamas tentent de détruire Israël. Quand Israël lui donne le béton pour construire des hôpitaux et des écoles, le Hamas

construit des tunnels afin de tuer des civils. Quand le monde donne au Hamas de l'argent pour nourrir la population palestinienne, il achète des roquettes pour cibler aveuglément les Israéliens.

La réalité du Moyen-Orient est la suivante : si les ennemis d'Israël posaient les armes demain, il y aurait de la paix. Si Israël posait les armes, il n'y aurait plus d'Israël.

C'est pourquoi il est décevant que le gouvernement actuel abandonne le soutien du Canada à Israël en s'abstenant à des votes clés aux Nations Unies. Quand les frontières d'Israël sont attaquées par les terroristes du Hamas, comme ça a été le cas dans les derniers jours, le Canada doit soutenir le droit d'Israël de se défendre et reconnaître la responsabilité directe du Hamas dans l'incitation à la violence et la perte de vies. Le Canada doit être prêt et fiable quand Israël a besoin de ses amis et alliés démocratiques.

Je tiens à préciser que sous mon leadership, tendre une main amicale à la population palestinienne sera une priorité. La population palestinienne veut les mêmes choses que tous : la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit.

Ça ne viendra, pas par l'incitation à la violence, mais par des négociations pacifiques. Donner de l'argent à des organisations déficientes comme l'UNRWA n'avance pas la cause de la paix ou du partenariat. La population palestinienne se voit refuser la démocratie, pas par Israël, mais par son propre gouvernement.

Si nous voulons que les valeurs du pluralisme, de la démocratie, des droits de la personne et de la primauté du droit prévalent, il faut une fois encore que les populations libres et démocratiques du monde raniment les anciennes alliances et en

forment de nouvelles, des alliances avec d'autres démocraties libres et les populations qui recherchent la démocratie. Le Canada peut et trouvera une cause commune et assurer que la liberté prévaut à ce siècle, comme elle l'a fait au siècle passé.

UNIR LE MONDE LIBRE ET DÉMOCRATIQUE

Relations Canada-États-Unis

Pour jouer ce rôle dans ce monde nouveau, nous devons commencer par rétablir les relations entre le Canada et les États-Unis.

Il ne fait aucun doute que les relations avec l'administration en place sont difficiles pour tous les dirigeants du monde. Le président actuel reverse des décennies de politique étrangère américaine bien établie, surtout en ce qui a trait aux alliances.

Néanmoins, les relations entre le Canada et les États-Unis vont perdurer. Nous ne pouvons pas laisser la personnalité miner les liens entre nos deux pays. Trop souvent, Justin Trudeau fait passer des objectifs politiques partisans avant cette relation dont dépendent tant d'emplois canadiens.

Sur l'ALENA, le Canada n'a pas fait preuve de la même obsession qu'avait le président Trump d'obtenir la meilleure entente qui soit pour les Américains. Au lieu de cela, le gouvernement actuel a fait la leçon au président américain sur des enjeux qui n'ont rien à voir avec le commerce. Il ne l'a pas fait pour le bien du Canada ou des Canadiens, mais pour redorer son image et gagner des points ici au pays.

Avec l'ALENA, le retrait de la campagne contre l'État islamique,

l'achat d'avions de chasse usagés au lieu de nouveaux, le refus de se joindre au programme de défense antimissile balistique, l'abstention à des votes sur des enjeux clés à l'ONU, l'abolition des sanctions contre l'Iran et un plus grand alignement sur la Chine, le gouvernement actuel crée des tensions et un manque de confiance entre ce qui devrait être les deux plus grands alliés du monde.

Avec les Américains, nous devons défendre sérieusement et fermement nos intérêts, et un partenariat renforcé parmi les démocraties libres.

Francophonie

Je suis très fier du rôle que de premiers ministres conservateurs canadiens ont joué dans le développement de la Francophonie internationale.

Brian Mulroney, en particulier, a rendu possible, avec le président français François Mitterrand, la réunion, tous les deux ans, des pays francophones.

Notre participation à la Francophonie nous permet de faire valoir notre engagement en faveur de la paix, de la démocratie, de l'égalité et des droits de la personne.

Le gouvernement Mulroney a aussi consacré le caractère privilégié des relations du Canada avec la France. Notre gouvernement conservateur précédent a reconnu que les Québécois forment une nation au sein du Canada.

Nous avons aussi donné vie à ce principe, notamment sur la scène internationale.

Le premier ministre Stephen Harper a notamment permis au Québec de participer pleinement aux travaux de l'UNESCO.

J'ai l'intention d'affirmer à mon tour

l'engagement de notre pays auprès de la francophonie mondiale.

En tant que premier ministre, je travaillerai avec les pays membres sur un défi contemporain important auquel fait face la francophonie mondiale et les pays qui y participent, soit le manque de coordination économique.

Les pays francophones forment un potentiel de richesse incroyable, par les ressources humaines et naturelles dont ils disposent. Il est nécessaire que ces pays se recentrent sur l'un des objectifs historiques phares de la francophonie mondiale initiée il y a plusieurs décennies de manière institutionnelle : il s'agit du développement économique et des échanges commerciaux des membres de l'Organisation mondiale de la Francophonie.

Commerce

Quand nous parlons d'unir les démocraties du monde, quand nous parlons de commerce, le libre-échange doit être au centre de notre approche. Aucun autre parti au Canada n'a un bilan aussi solide de protection et de promotion du libre-échange que les conservateurs du Canada. C'est le premier ministre Brian Mulroney qui a entrepris le libre-échange avec les États-Unis et les négociations de l'ALENA, et qui a assuré la prospérité incroyable qui a suivi. L'ancien premier ministre Stephen Harper a entrepris et conclu des négociations de libre-échange avec plus de cinquante pays.

La liberté économique, la liberté de choisir, d'acheter et de vendre librement, et la liberté de réussir ou d'échouer en fonction de ces choix sont essentielles à notre réussite, à notre prospérité nationale et à la réussite de nos partenaires idéologiques. Les avantages du libre-échange sont évidents. Mise à part la prospérité

économique créée quand les gens échangent librement, jamais nations partenaires ne se sont fait la guerre.

Cependant, le libre-échange n'est pas possible sans confiance.

Le libre-échange avec des pays comme la Chine ne sera possible que quand la Chine adoptera un régime de primauté du droit, quand les processus judiciaires censés garantir un accès égal au marché ne seront plus contrôlés par le gouvernement.

Il est essentiel de souligner que nous avons souffert avec les Américains lors de deux guerres mondiales et en Corée, et que nous avons été à leurs côtés contre l'Union soviétique pendant la Guerre froide. Il a tout de même fallu des décennies avant qu'un accord de libre-échange soit conclu.

Il y a d'abord la confiance, puis le commerce. Nous pouvons y arriver avec la Chine, mais compte tenu des événements des derniers mois, il est clair que nous en sommes très loin.

Si le Canada veut vraiment faire une différence, nous devons apporter plus à la table. Il ne sert à rien d'avoir une solide politique étrangère si on n'a pas une politique de défense solide et agile pour la soutenir. C'est pourquoi nous devons renouveler notre soutien aux Forces armées canadiennes.

CONTRIBUTION MILITAIRE DU CANADA

Comme premier ministre, je n'oublierai jamais que notre nation a bravement conquis la crête de Vimy, qu'elle a fait le sacrifice ultime sur la plage Juno, qu'elle s'est battue à la Bataille de Kapyong en Corée, et qu'elle a aidé à libérer la population de l'Afghanistan des talibans. Les sacrifices faits par de si nombreux Canadiens et Canadiennes et nos alliés ont créé le monde moderne

que nous tenons trop souvent pour acquis. C'est pourquoi ceux qui veulent diriger ce grand pays doivent être francs et ouverts sur les menaces auxquelles nous faisons face et les défis que nous devons relever, et présenter un plan pour y arriver.

Approvisionnement militaire

Les hommes et les femmes membres des Forces armées canadiennes sont les meilleurs du monde, mais ils sont souvent mal desservis. Alors que des gouvernements successifs promettent des améliorations, il arrive parfois que la politique intérieure et le cycle politique fassent en sorte que nos troupes ne reçoivent rien. En tant que pays, nous devons avoir les capacités requises pour nous protéger, tout en contribuant à la paix et à la sécurité mondiales au cours des décennies à venir.

L'approvisionnement militaire au Canada est hyper politisé, à notre détriment. Aux États-Unis et en Australie, par exemple, il existe un large consensus sur la défense nationale, et les projets peuvent aller de l'avant. Ce n'est pas le cas au Canada.

En jouant à des jeux politiques sur ces questions, les partis politiques minimisent l'importante responsabilité qu'est d'équiper adéquatement les Forces armées.

De plus, pour contrer la menace grandissante pour notre souveraineté dans l'Arctique posée par la Russie, la Chine et d'autres pays, nous devons renforcer la position du Canada en tant que nation maritime.

Compte tenu des besoins de la Marine et de la Garde côtière canadienne, il n'y a aucune raison que les chantiers navals du Canada soient inactifs. Je n'annulerai pas les contrats alloués, mais il faut apporter des améliorations, surtout à Ottawa,

à la gestion de ces projets. Les emplois de nos chantiers navals dépendent de nous.

Cybersécurité et infrastructure de communication

Et quand on parle des menaces pour le Canada, nous ne pouvons pas ignorer le cyberspace. Les menaces de demain proviendront certainement de nos appareils électroniques, pas seulement de la terre, des eaux ou des airs. Le Canada doit être prêt à contrer ces menaces.

Nous devons augmenter notre capacité de cyberguerre. Les capacités de piratage et de blocage de nos adversaires peuvent aisément détruire nos réseaux de communication et rendre le commandement et le contrôle quasi impossibles. Bien qu'une attaque de cette ampleur soit le pire des scénarios, nous devons être prêts à toutes les éventualités.

Les Forces armées canadiennes doivent s'adapter aux réalités changeantes de la cyberguerre, surtout en ce qui a trait au personnel et à l'organisation.

Le Canada est déjà un chef de file mondial du secteur technologique, en particulier pour la cybersécurité, mais ce secteur est souvent sous-exploité. Le Canada doit faire en sorte que ce secteur et le gouvernement soient sur la même longueur d'onde sur la protection de l'infrastructure de la technologie de l'information. Nous devons moderniser le cyberapprovisionnement au Canada, et mieux aligner les capacités de notre secteur de répondre à la demande mondiale.

Comme premier ministre, je serai franc avec les Canadiens et les Canadiennes sur les menaces auxquelles nous faisons face. Je renforcerai le rôle du Canada dans

les alliances que nous partageons avec nos alliés démocratiques. Ça comprend celles existantes comme le NORAD, l'OTAN, le Commonwealth, la Francophonie et le Groupe des cinq, et aussi une plus grande ouverture sur l'Inde et le Japon. Je trouverai un moyen pour que le Canada soit un facteur positif dans les affaires nationales de nos alliés, dans un monde où la volonté de défendre ses propres intérêts devient de plus en plus forte. Nous le voyons dans de très, très nombreux pays, où les mouvements politiques forcent un changement de la politique étrangère pour qu'elle soit plus axée sur les intérêts du pays. C'est pourquoi le Canada doit tout faire pour compter encore plus dans ce calcul. Nous devons être plus importants que jamais afin d'assurer que nos alliés sont avec nous quand nous relevons les défis mondiaux. Nous devons aussi nous battre contre le sentiment de protectionnisme croissant qui accompagne certains de ces mouvements. Je rejeterai la volonté d'ériger des obstacles commerciaux et mettrai tout en œuvre pour augmenter le commerce et trouver de nouveaux marchés pour les produits canadiens dans des économies à croissance rapide comme en Asie.

J'ai déjà entrepris ce travail important avec des missions commerciales en Inde et au Royaume-Uni ces dix-huit derniers mois.

De plus, je travaillerai avec tous les partis au Parlement pour dépolitiser le processus d'approvisionnement militaire pour que le Canada soit bien équipé quand il est appelé. Ma vision de l'approvisionnement militaire au Canada consiste à le dépolitiser pour que tous les partis à la Chambre des communes puissent se prononcer dès le début du processus décisionnel afin que leur venue soit considérée dans le choix final. Ainsi, le gros matériel dont nos Forces armées ont réellement besoin ne sera pas sujet

aux jeux politiques qui naissent en période électorale.

Je négocierai aussi avec la Chine, mais avec les yeux grands ouverts.

Je chercherai des façons de renforcer nos relations et d'ouvrir de nouveaux marchés, en gardant à l'esprit qu'en cette conjoncture critique nous devons par-dessus tout faire preuve de force et de résolution.

Si ce gouvernement ne veut pas confronter la Chine alors que deux Canadiens sont détenus illégalement et que des milliards de dollars d'échanges commerciaux sont menacés, il ne le fera jamais.

Je veux de meilleures relations. Je veux plus de débouchés économiques, mais ça ne sera possible que si nous prenons position. Et c'est ce que je ferai.

Comme premier ministre, je mettrai fin à l'investissement de 256 millions de dollars du Canada dans la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures contrôlée par la Chine, et déposerai une plainte officielle devant l'Organisation mondiale du commerce si le blocage commercial persiste.

Je ne laisserai pas des entreprises d'État chinoises motivées uniquement par les intérêts politiques de Beijing avoir un accès sans entrave au marché canadien.

Je renouvèlerai aussi le soutien historique du Canada à l'Ukraine et agirai pour l'aider à protéger ses frontières et défendre sa population. Je prolongerai les missions existantes de soutien à l'Ukraine et donnerai aux forces militaires ukrainiennes l'équipement dont elles ont besoin pour défendre leurs frontières. Je défendrai aussi une mission de maintien de la paix dirigée par le Canada afin de protéger ces frontières.

J'agirai immédiatement pour faire du Corps des gardiens de la révolution islamique de l'Iran une entité terroriste, et utiliserai pleinement la Loi de Magnitsky pour punir les pires contrevenants aux droits de la personne en Iran.

Je rouvrirai le Bureau de la liberté de religion afin de défendre les minorités religieuses dans le monde entier et je reconnaitrai que Jérusalem est la capitale d'Israël.

Enfin, j'assurerai que le Canada offre un contrepoids aux nouvelles flottes de brise-glaces de la Russie et de la Chine. Alors que la Russie et la Chine développent et déploient des brise-glaces nucléaires pour patrouiller dans l'Arctique, la capacité canadienne est gravement déficiente.

Je ferai plus, beaucoup plus, pour montrer que nous sommes une puissance dans l'Arctique. Par-dessus tout, nous devons établir hors de tout doute, dans le monde entier, que notre souveraineté dans le Nord est non négociable. L'Arctique n'est pas seulement à nous. Il EST nous. Et ça comprend le passage du Nord-Ouest.

Je bâtirai sur la tradition Canada-États-Unis de partenariats militaires en lançant des discussions avec les Américains afin de nous joindre au programme de défense antimissile balistique et de moderniser le NORAD. Je choisirai de nouveaux avions de chasse par un appel d'offres concurrentiel et assurerai que ces avions sont interopérables avec ceux de nos alliés américains.

Les relations Canada-États-Unis transcendent la personnalité des gens au pouvoir. Et leur longévité est cruciale à notre paix et à notre prospérité respectives. Elle doit être renforcée et renouvelée.

Je commencerai à améliorer la capacité des sous-marins de la Marine royale canadienne. Le

gouvernement australien a lancé une stratégie pluriannuelle sur sa future capacité sous-marine. Le Canada peut utiliser ce modèle et d'autres modèles internationaux pour assurer que nous avons aussi les capacités requises pour bien protéger nos eaux nationales.

CONCLUSION

Pour terminer, permettez-moi de dire que nous vivons dans un monde turbulent. C'est un fait que nous ignorons à nos risques et périls. Il ne fait aucun doute que notre pays est prêt à relever tous les défis, comme nous le faisons depuis plus de 150 ans.

J'ai soulevé de nombreux sujets aujourd'hui. Je veux bien faire comprendre que tout ce que j'ai dit aujourd'hui ne représente nullement la totalité de ce que sera ma politique étrangère.

Je suis fier du bilan de notre parti sur l'accueil des réfugiés, sur la défense des droits des personnes LGBTQ qui font l'objet de discrimination par des régimes oppressifs, sur les réalisations pour aider les femmes et les enfants par des programmes comme l'Initiative de l'ancien gouvernement conservateur sur la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants, ainsi que le travail sur l'égalité des genres. Ces efforts continueront sous mon gouvernement.

Quand le Canada utilise ses capacités et ses programmes de développement pour aider le développement international, quand nous les alignons sur les valeurs canadiennes comme la protection des minorités religieuses, l'égalité des femmes et des filles, non seulement nous obtenons des résultats pour ces pays, mais nous contribuons grandement à la paix et à la sécurité mondiales.

J'en dirai plus sur la façon dont le Canada, abordera les complexités mondiales du changement climatique et de la migration humaine.

D'une manière générale, quand le Canada exporte les principes de la liberté économique, de la liberté d'expression, de la liberté de la presse, nous créons de meilleures possibilités pour tous les peuples du monde.

Nous avons énormément de chance en tant que Canadiens d'avoir hérité des traditions et des institutions indépendantes qui font du Canada le meilleur pays du monde. Nous ne devrions pas avoir honte de défendre et de nous battre pour ce en quoi nous croyons.

En 1943, Winston Churchill est venu dans cette province pour rencontrer ses alliés et a dit :

« Ici à la porte d'entrée du Canada, dans les terres majestueuses qui n'ont jamais connu la tyrannie totalitaire de Hitler et de Mussolini, l'esprit de liberté a trouvé une demeure sûre et éternelle. »

Cet esprit de liberté est inhérent à tous les êtres humains. Les droits ne sont pas créés par le gouvernement, le gouvernement ne fait que reconnaître les droits, ou non.

Quand les gouvernements pensent que les droits de la personne sont de simples inventions politiques, les résultats sont douloureux et inévitables : les volontés, les besoins et même les pensées des personnes vulnérables sont opprimés par la force. Au 20^e siècle, la liberté a été confrontée aux idéologies toxiques du communisme et du fascisme. Au 21^e siècle, bien que les menaces pour la liberté portent des noms différents, elles n'en sont pas moins insidieuses.

C'est pourquoi nous devons être honnêtes avec nous-mêmes sur les menaces auxquelles nous faisons face. C'est pourquoi nous devons unir les forces de la démocratie et de la liberté dans le monde entier pour confronter les menaces, avec une résolution plus ferme que ceux qui les posent. Et nous devons être prêts à contribuer à soutenir la force de nos valeurs avec la valeur de nos forces.

Ce que j'ai dit aujourd'hui n'est que le début. Je développerai davantage sur le rôle international du Canada au cours des prochains mois, mais ce sera le phare de ma politique étrangère : assurer un Canada plus fort dans un monde turbulent.

C'est seulement quand notre nation est forte que nos valeurs triomphent.

Nous devrions montrer au reste du monde que nous sommes toujours un pays non seulement de principes, mais d'action, et que nous sommes prêts à rester aux côtés de nos alliés pour assurer un avenir encore plus pacifique et prospère que le présent que nous créons aujourd'hui.

À cette fin, un nouveau gouvernement conservateur redéfinira nos alliances et nos partenariats internationaux selon l'ordre mondial toujours changeant.

Nous identifierons clairement et honnêtement les menaces auxquelles les Canadiens font face.

Et, finalement, nous renouvèlerons notre souveraineté par une défense nationale revitalisée pour que le Canada soit prêt quand il est appelé et capable de se défendre avec vigueur.

Merci beaucoup.

